

ACCORD EN VERTU DE L'ARTICLE 10-7.00

LE PRÉSENT ACCORD A POUR OBJET D'AMENDER L'ENTENTE 2005-2010

INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART :

**LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION POUR LA
COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK (CPNCSK)**

ET

D'AUTRE PART :

**LA CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
POUR LE COMPTE DE L'ASSOCIATION DE
L'ENSEIGNEMENT DU NOUVEAU-QUÉBEC (AENQ)**

Objet :

- Partie I : Abrogation de l'annexe XXXIV relative à la reconnaissance du statut de personne à charge pour l'enfant poursuivant des études postsecondaires**
- Partie II : Ajout de l'annexe XXXIV : Mise en œuvre du Programme d'équité salariale**
- Partie III : Modifications aux articles et clauses 5-1.09, 6-5.00, 6-7.02, 10-3.00, 11-2.01, 11-2.02 et 12-1.01 a)**

Les parties conviennent de ce qui suit :

I- **D'abroger l'annexe XXXIV relative à la reconnaissance du statut de personne à charge pour l'enfant poursuivant des études postsecondaires**

II- **L'annexe XXXIV est ajoutée :**

« ANNEXE XXXIV MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ÉQUITÉ SALARIALE

Cette annexe reproduit les dispositions pertinentes au personnel enseignant de l'entente visant la mise en œuvre du programme d'équité salariale pour les secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation établi conformément aux dispositions de la loi sur l'équité salariale¹.

Ces dispositions sont les suivantes :

Entente visant la mise en œuvre du Programme d'équité salariale pour le secteur de l'Éducation établi conformément aux dispositions de la Loi sur l'équité salariale.

Attendu que des correctifs salariaux sont applicables en vertu du Programme d'équité salariale pour des catégories d'emplois dans le secteur de l'Éducation ;

Attendu les articles 71 et 74 de la Loi sur l'équité salariale ;

Les parties à la présente entente conviennent que :

SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

- 1) Les taux et les échelles de traitement issus de la présente entente ont été établis conformément au Programme d'équité salariale ayant fait l'objet d'un avis suite au deuxième affichage signé par les membres du Comité le 14 décembre 2006.
- 2) Pour le secteur de l'Éducation, les taux et échelles de traitement apparaissant à l'annexe 1² de la présente annexe XXXIV remplacent les taux et échelles de traitement des conventions collectives ou de ce qui en tient lieu et s'appliquent à compter des dates indiquées.
- 3) Dans les 60 jours suivant le 21 décembre 2006, les taux et échelles de traitement en vigueur pour les titres ou corps d'emplois visés par un correctif d'équité salariale sont modifiés conformément à la présente entente.
- 4) La personne salariée a droit, à titre de rétroactivité et compte tenu de la durée de son ou ses services, à un montant d'argent égal à la différence entre :
 - traitement qu'elle a reçu pour la période comprise entre le 21 novembre 2001 et la date d'entrée en vigueur des taux et échelles qui ont fait l'objet d'un correctif et apparaissant à l'annexe 1² de la présente annexe XXXIV;et
 - traitement qu'elle aurait dû recevoir pour cette même période par application des nouveaux taux et échelles de traitement.

Sauf pour les personnes salariées visées au paragraphe 5 de la section II, les sommes dues seront versées au plus tard le 30 avril 2007.

¹ Entente intervenue le 21 décembre 2006 entre l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Fédération indépendante des syndicats autonomes (FISA) représentant les salariées et salariés visés par une convention collective négociée avec le comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones, le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones, le Comité patronal de négociation pour la Commission scolaire Crie et le comité de négociation pour la Commission scolaire Kativik et le Conseil du trésor.

² Cet extrait est tiré de l'annexe 4 de l'entente visée à la note précédente.

SECTION II – AUTRES DISPOSITIONS

- 1) Les droits et bénéfices reliés à la rémunération et prévus aux conventions collectives et qui sont de la responsabilité financière de l'employeur sont ajustés rétroactivement à compter du 21 novembre 2001, comme si les taux et échelles de traitement s'étaient appliqués aux dates où ils auraient dû l'être.
- 2) Dans les 60 jours à compter du 21 décembre 2006, les organisations syndicales, par l'entremise de l'assureur, fournissent à l'employeur le ou les taux prévus en vertu du régime d'assurance salaire longue durée devant être appliqués, le cas échéant, aux sommes dues en vertu du paragraphe 4 de la section I et pour lesquelles les organisations syndicales sont responsables financièrement.
- 3) Des mesures sont mises en place pour permettre qu'une personne salariée puisse recevoir les montants auxquels elle a droit.
- 4) Dans les 90 jours suivant les modifications prévues au paragraphe 9 de la présente section, l'employeur fournit au syndicat la liste des personnes salariées ayant quitté leur emploi depuis le 21 novembre 2001 ainsi que leur dernière adresse connue.
- 5) La personne salariée, dont l'emploi a pris fin entre le 21 novembre 2001 et le paiement de la rétroactivité, peut faire une demande de paiement à son ancien employeur afin que les montants dus lui soient versés.

À la suite de la demande écrite de la personne salariée conformément aux dispositions qui précèdent, l'employeur verse les sommes dues d'ici le 30 avril 2007 ou dans les 30 jours de la demande, si celle-ci est adressée après le 1^{er} avril 2007.

Dans le cas où un employeur a cessé d'exister, la demande peut être faite à l'employeur qui lui succède si celui-ci est visé par les présentes dispositions ou à défaut au ministère concerné.

- 6) Les sommes dues à une personne salariée en vertu de la présente entente sont exigibles, le cas échéant, par ses ayants droit.
- 7) Les montants calculés en application de la présente entente portent intérêt au taux légal, conformément aux dispositions de la Loi sur l'équité salariale.
- 8) Sous réserve du contenu de la présente entente, toutes les autres dispositions des conventions collectives continuent de s'appliquer.
- 9) Les parties s'engagent à prendre les moyens nécessaires pour que les conventions collectives ou ce qui en tient lieu soient modifiées, avec les adaptations nécessaires, conformément à la présente entente le plus rapidement possible, au plus tard le 31 mars 2007.

ANNEXE 1

Correctifs salariaux – Enseignantes et enseignants des commissions scolaires¹

Corps	Classe	Taux au 2000-11-20	Équité 1 21-nov 2001	2,50% 01-janv ² 2002	Équité 2 21-nov 2002	2,00% 01-avr ³ 2003	Durée 1 01-juil 2003	Équité 3 21-nov 2003	Durée 2 01-juil 2004	Équité 4 21-nov 2004	Durée 3 01-juil 2005	Équité 5 20-nov 2005	2,00% 01-avr ³ 2006	Équité 6 21-nov 2006	2,00% 01-avr ³ 2007	Équité 7 21-nov 2007	2,00% 01-avr ³ 2008	2,00% 01-avr ³ 2009
Suppléant occasionnel		32,22	32,22	33,03	33,03	33,69	33,69	33,69	33,69	33,69	33,69	33,69	34,36	34,36	35,05	35,05	35,75	36,47
Enseignant à la leçon	16	39,50	39,57	40,56	40,63	41,44	41,96	42,04	42,57	42,65	43,19	43,27	44,14	44,22	45,10	45,18	46,08	47,00
	17	43,02	43,13	44,21	44,33	45,22	46,02	46,14	46,95	47,07	47,90	48,03	48,99	49,12	50,10	50,23	51,23	52,25
	18	45,54	45,54	46,68	46,68	47,61	48,72	48,72	49,86	50,59	51,74	51,92	52,96	53,15	54,21	54,40	55,49	56,60
	19	48,91	48,91	50,13	50,13	51,13	52,49	52,49	53,89	53,89	56,30	56,55	57,68	57,93	58,09	59,35	60,54	61,75
	20	52,08	52,08	53,38	53,38	54,45	54,45	54,45	54,45	54,45	54,45	54,45	---	---	---	---	---	---
Enseignant à taux horaire		39,50	39,57	40,56	40,63	41,44	41,96	42,04	42,57	42,65	43,19	43,27	44,14	44,22	45,10	45,18	46,08	47,00

¹ Sous réserve des correspondances à faire pour les dates d'application des paramètres généraux d'augmentation.

² Lire à compter du 101^e jour de travail de l'année scolaire 2001-2002.

³ Lire à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire en cause.

Échelle 17 et moins

Échelon	Taux au 2000-11-20	Équité 1 21-nov 2001	2,50% 01-janv ¹ 2002	Équité 2 21-nov 2002	2,00% 01-avr ² 2003	Échelle	Durée 1 01-juil 2003	Équité 3 21-nov 2003	Durée 2 01-juil 2004	Équité 4 21-nov 2004	Durée 3 01-juil 2005	Équité 5 20-nov 2005	2,00% 01-avr ² 2006	Équité 6 21-nov 2006	2,00% 01-avr ² 2007	Équité 7 21-nov 2007	2,00% 01-avr ² 2008	2,00% 01-avr ² 2009
1	32 228	32 228	33 034	33 034	33 695	I	33 695	33 695	33 695	33 695	33 695	33 695	34 369	34 369	35 056	35 056	35 757	36 472
2	33 424	33 424	34 260	34 260	34 945	I	34 945	34 945	34 945	34 945	34 945	34 945	35 644	35 644	36 357	36 357	37 084	37 826
3	34 620	34 620	35 486	35 486	36 196	I	36 196	36 196	36 196	36 196	36 196	36 196	36 920	36 920	37 658	37 658	38 411	39 179
4	35 728	35 730	36 623	36 625	37 358	I	37 452	37 454	37 548	37 550	37 644	37 646	38 399	38 401	39 169	39 171	39 954	40 753
5	36 870	36 888	37 810	37 828	38 585	I	38 778	38 797	38 991	39 010	39 206	39 225	40 010	40 029	40 830	40 850	41 667	42 500
6	38 050	38 085	39 037	39 073	39 854	I	40 155	40 192	40 495	40 532	40 837	40 875	41 693	41 732	42 567	42 606	43 458	44 327
7	39 267	39 320	40 303	40 357	41 164	I	41 578	41 634	42 053	42 110	42 533	42 591	43 443	43 502	44 372	44 432	45 321	46 227
8	40 523	40 596	41 611	41 685	42 519	I	43 054	43 131	43 674	43 752	44 303	44 382	45 270	45 351	46 258	46 341	47 268	48 213
9	41 820	41 913	42 961	43 056	43 917	I	44 581	44 680	45 355	45 455	46 141	46 243	47 168	47 272	48 217	48 324	49 290	50 276
10	43 158	43 272	44 354	44 472	45 361	I	46 162	46 284	47 101	47 226	48 059	48 186	49 150	49 280	50 266	50 399	51 407	52 435
11	44 538	44 675	45 792	45 933	46 852	I	47 799	47 946	48 915	49 065	50 056	50 210	51 214	51 371	52 398	52 559	53 610	54 682
12	45 963	46 124	47 277	47 443	48 392	I	49 494	49 668	50 798	50 976	52 136	52 319	53 365	53 552	54 623	54 815	55 911	57 029
13	47 434	47 621	48 812	49 004	49 984	I	51 249	51 451	52 753	52 961	54 302	54 516	55 606	55 825	56 942	57 166	58 309	59 475
14	48 951	49 165	50 394	50 614	51 626	I	53 065	53 297	54 782	55 021	56 554	56 801	57 937	58 190	59 354	59 613	60 805	62 021
15	50 517	50 760	52 029	52 279	53 325	I	54 948	55 212	56 893	57 166	58 907	59 190	60 374	60 664	61 877	62 174	63 417	64 685
16	52 133	52 406	53 716	53 997	55 077	I	56 896	57 194	59 083	59 392	61 354	61 675	62 909	63 238	64 503	64 840	66 137	67 460
17	53 801	54 106	55 459	55 774	56 889	I	58 915	59 249	61 358	61 706	63 904	64 267	65 552	65 924	67 242	67 621	68 973	70 352

¹ Lire à compter du 101^e jour de travail de l'année scolaire 2001-2002.

² Lire à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire en cause.

Échelle 18 ans

Échelon	Taux au 2000-11-20	Équité 1 21-nov 2001	2,50% 01-janv ¹ 2002	Équité 2 21-nov 2002	2,00% 01-avr ² 2003	Échelle	Durée 1 01-juil 2003	Équité 3 21-nov 2003	Durée 2 01-juil 2004	Équité 4 21-nov 2004	Durée 3 01-juil 2005	Équité	Équité	Équité	2,00% 01-avr ² 2008	2,00% 01-avr ² 2009		
												5 20-nov 2005	2,00% 01-avr ² 2006	6 21-nov 2006			2,00% 01-avr ² 2007	7 21-nov 2007
1	37 189	37 189	38 119	38 119	38 881	II	38 964	38 964	39 047	39 047	39 206	39 225	40 010	40 029	40 830	40 850	41 667	42 500
2	38 322	38 322	39 280	39 280	40 066	II	40 272	40 272	40 479	40 532	40 837	40 875	41 693	41 732	42 567	42 606	43 458	44 327
3	39 490	39 490	40 477	40 477	41 287	II	41 624	41 624	41 963	42 110	42 533	42 591	43 443	43 502	44 372	44 432	45 321	46 227
4	40 693	40 693	41 710	41 710	42 544	II	43 020	43 020	43 501	43 752	44 303	44 382	45 270	45 351	46 258	46 341	47 268	48 213
5	41 933	41 933	42 981	42 981	43 841	II	44 463	44 463	45 094	45 455	46 141	46 243	47 168	47 272	48 217	48 324	49 290	50 276
6	43 211	43 211	44 291	44 291	45 177	II	45 956	45 956	46 748	47 226	48 059	48 186	49 150	49 280	50 266	50 399	51 407	52 435
7	44 527	44 527	45 640	45 640	46 553	II	47 497	47 497	48 461	49 065	50 056	50 210	51 214	51 371	52 398	52 559	53 610	54 682
8	45 884	45 884	47 031	47 031	47 972	II	49 092	49 092	50 238	50 976	52 136	52 319	53 365	53 552	54 623	54 815	55 911	57 029
9	47 282	47 282	48 464	48 464	49 433	II	50 739	50 739	52 079	52 961	54 302	54 516	55 606	55 825	56 942	57 166	58 309	59 475
10	48 723	48 723	49 941	49 941	50 940	II	52 442	52 442	53 988	55 021	56 554	56 801	57 937	58 190	59 354	59 613	60 805	62 021
11	50 207	50 207	51 462	51 462	52 491	II	54 201	54 201	55 966	57 166	58 907	59 190	60 374	60 664	61 877	62 174	63 417	64 685
12	51 737	51 737	53 030	53 030	54 091	II	56 020	56 020	58 018	59 392	61 354	61 675	62 909	63 238	64 503	64 840	66 137	67 460
13	53 314	53 314	54 647	54 647	55 740	II	57 900	57 900	60 144	61 706	63 904	64 267	65 552	65 924	67 242	67 621	68 973	70 352
14	54 938	54 938	56 311	56 311	57 437	II	59 069	59 069	60 748	61 706	63 904	64 267	65 552	65 924	67 242	67 621	68 973	70 352
15	56 612	56 612	58 027	58 027	59 188	II	60 264	60 264	61 360	61 706	63 904	64 267	65 552	65 924	67 242	67 621	68 973	70 352

¹ Lire à compter du 101^e jour de travail de l'année scolaire 2001-2002.

² Lire à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire en cause.

Échelle 19 ans

Échelon	Taux au 2000-11-20	Équité 1 21-nov 2001	2,50% 01-janv ¹ 2002	Équité 2 21-nov 2002	2,00% 01-avr ² 2003	Échelle	Durée 1 01-juil 2003	Équité 3 21-nov 2003	Durée 2 01-juil 2004	Équité 4 21-nov 2004	Durée 3 01-juil 2005	Équité 5 20-nov 2005	2,00% 01-avr ² 2006	Équité 6 21-nov 2006	2,00% 01-avr ² 2007	Équité 7 21-nov 2007	2,00% 01-avr ² 2008	2,00% 01-avr ² 2009
1	40 001	40 001	41 001	41 001	41 821	III	41 982	41 982	42 143	42 143	42-533	42-594	43-443	43-502	44-372	44-432	45-324	46-227
2	41 178	41 178	42 207	42 207	43 051	III	43 361	43 361	43 673	43 673	44-303	44-382	45-270	45-354	46-258	46-341	47-268	48-213
3	42 374	42 374	43 433	43 433	44 302	III	44 775	44 775	45 253	45 253	46-141	46-243	47-168	47-272	48-217	48-324	49-290	50-276
4	43 633	43 633	44 724	44 724	45 618	III	46 254	46 254	46 899	46 899	48-059	48-186	49-150	49-280	50-266	50-399	51-407	52-435
5	44 972	44 972	46 096	46 096	47 018	III	47 813	47 813	48 622	48 622	50-056	50-210	51-214	51-374	52-398	52-559	53-610	54-682
6	46 301	46 301	47 459	47 459	48 408	III	49 389	49 389	50 390	50 390	52-136	52-319	53-365	53-552	54-623	54-815	55-914	57-029
7	47 701	47 701	48 894	48 894	49 872	III	51 039	51 039	52 233	52 233	54-302	54-516	55-606	55-825	56-942	57-166	58-309	59-475
8	49 130	49 130	50 358	50 358	51 365	III	52 733	52 733	54 137	54 137	56-554	56-804	57-937	58-190	59-354	59-613	60-805	62-021
9	50 645	50 645	51 911	51 911	52 949	III	54 516	54 516	56 129	56 129	58-907	59-190	60-374	60-664	61-877	62-174	63-417	64-685
10	52 185	52 185	53 490	53 490	54 560	III	56 343	56 343	58 184	58 184	61-354	61-675	62-909	63-238	64-503	64-840	66-137	67-460
11	53 796	53 796	55 141	55 141	56 244	III	58 249	58 249	60 325	60 325	63-904	64-267	65-552	65-924	67-242	67-621	68-973	70-352
12	55 424	55 424	56 810	56 810	57 946	III	59 418	59 418	60 927	60 927	63-904	64-267	65-552	65-924	67-242	67-621	68-973	70-352
13	57 157	57 157	58 586	58 586	59 758	III	60 650	60 650	61 556	61 556	63-904	64-267	65-552	65-924	67-242	67-621	68-973	70-352
14	58 928	58 928	60 401	60 401	61 609	III	61 896	61 896	62 185	62 185	63-904	64-267	65-552	65-924	67-242	67-621	68-973	70-352
15	60 762	60 762	62 281	62 281	63 527	III	63 527	63 527	63 527	63 527	63-904	64-267	65-552	65-924	67-242	67-621	68-973	70-352

¹ Lire à compter du 101^e jour de travail de l'année scolaire 2001-2002.

² Lire à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire en cause.

Échelle 20 ans¹

Échelon	Taux au 2000-11-20	Équité 1 21-nov 2001	2,50% 01-janv ² 2002	Équité 2 21-nov 2002	2,00% 01-avr ³ 2003	Durée 1 01-juil 2003	Équité 3 21-nov 2003	Durée 2 01-juil 2004	Équité 4 21-nov 2004	Durée 3 01-juil 2005	Équité 5 20-nov 2005	2,00% 01-avr ³ 2006	Équité 6 21-nov 2006	2,00% 01-avr ³ 2007	Équité 7 21-nov 2007	2,00% 01-avr ³ 2008	2,00% 01-avr ³ 2009
1	44 486	44 486	45 598	45 598	46 510	46 510	46 510	46 510	46 510	46 510	46 510	47 440	47 440	48 389	48 389	49 357	50 344
2	45 664	45 664	46 806	46 806	47 742	47 742	47 742	47 742	47 742	47 742	47 742	48 697	48 697	49 671	49 671	50 664	51 677
3	46 859	46 859	48 030	48 030	48 991	48 991	48 991	48 991	48 991	48 991	48 991	49 971	49 971	50 970	50 970	51 989	53 029
4	48 119	48 119	49 322	49 322	50 308	50 308	50 308	50 308	50 308	50 308	50 308	51 314	51 314	52 340	52 340	53 387	54 455
5	49 457	49 457	50 693	50 693	51 707	51 707	51 707	51 707	51 707	51 707	51 707	52 741	52 741	53 796	53 796	54 872	55 969
6	50 786	50 786	52 056	52 056	53 097	53 097	53 097	53 097	53 097	53 097	53 097	54 159	54 159	55 242	55 242	56 347	57 474
7	52 187	52 187	53 492	53 492	54 562	54 562	54 562	54 562	54 562	54 562	54 562	55 653	55 653	56 766	56 766	57 901	59 059
8	53 616	53 616	54 956	54 956	56 055	56 055	56 055	56 055	56 055	56 055	56 055	57 176	57 176	58 320	58 320	59 486	60 676
9	55 131	55 131	56 509	56 509	57 639	57 639	57 639	57 639	57 639	57 639	57 639	58 792	58 792	59 968	59 968	61 167	62 390
10	56 668	56 668	58 085	58 085	59 247	59 247	59 247	59 247	59 247	59 247	59 247	60 432	60 432	61 641	61 641	62 874	64 131
11	58 282	58 282	59 739	59 739	60 934	60 934	60 934	60 934	60 934	60 934	60 934	62 153	62 153	63 396	63 396	64 664	65 957
12	59 909	59 909	61 407	61 407	62 635	62 635	62 635	62 635	62 635	62 635	62 635	63 888	63 888	65 166	65 166	66 469	67 798
13	61 642	61 642	63 183	63 183	64 447	64 447	64 447	64 447	64 447	64 447	64 447	65 736	65 736	67 051	67 051	68 392	69 760
14	63 414	63 414	64 999	64 999	66 299	66 299	66 299	66 299	66 299	66 299	66 299	67 625	67 625	68 978	68 978	70 358	71 765
15	65 247	65 247	66 878	66 878	68 216	68 216	68 216	68 216	68 216	68 216	68 216	69 580	69 580	70 972	70 972	72 391	73 839

¹ Scolarité de 19 ans ou plus avec un doctorat de 3^e cycle.

² Lire à compter du 101^e jour de travail de l'année scolaire 2001-2002.

³ Lire à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire en cause.

»

III- Modifications aux articles et clauses de la convention**1) La clause 5-1.09 est remplacée par la suivante :****« 5-1.09**

Lors du remplacement d'une enseignante ou d'un enseignant absent, l'enseignante ou l'enseignant remplaçant occupe les fonctions de l'enseignante ou l'enseignant remplacé dans sa localité d'affectation. »

2) L'article 6-5.00 est remplacé par le suivant :**« 6-5.01**

L'enseignante ou l'enseignant a droit au traitement prévu aux clauses 6-5.02 à 6-5.04 selon l'échelle de traitement dans laquelle elle ou il est classé conformément aux articles 6-1.00, 6-2.00 et 6-3.00 et selon l'échelon d'expérience qui lui est reconnu en vertu de l'article 6-4.00 de même qu'à l'application de l'annexe XXXIV.

Le traitement annuel de l'enseignante ou l'enseignant vaut pour toute l'année scolaire comprenant les jours de travail, les jours fériés et chômés et les jours de vacances.

6-5.02

L'échelle de traitement applicable tient compte de la majoration prévue à la clause 6-5.05 pour la période visée.

Aux fins de l'application des taux et échelles de traitement :

- a) l'expression « à compter du 21 novembre 2006 » signifie la période s'étendant du 21 novembre 2006 jusqu'au 140^e jour de travail de l'année scolaire 2006-2007.
- b) l'expression « à compter du 21 novembre 2007 » signifie la période s'étendant du 21 novembre 2007 jusqu'au 140^e jour de travail de l'année scolaire 2007-2008.
- c) l'expression « à compter du 141^e jour de travail » signifie, selon le cas :
 - la période s'étendant du 141^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006 jusqu'au 20 novembre 2006.
 - la période s'étendant du 141^e jour de travail de l'année scolaire 2006-2007 jusqu'au 20 novembre 2007.
 - la période s'étendant du 141^e jour de travail de l'année scolaire 2007-2008 jusqu'au 140^e jour de travail de l'année scolaire 2008-2009.

6-5.03 ÉCHELLE UNIQUE DE TRAITEMENT ANNUEL APPLICABLE

Échelle¹ unique²

Échelon ³	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006	Taux à compter du 21 novembre 2006	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2006-2007	Taux à compter du 21 novembre 2007	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2007-2008	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2008-2009
1	34 369	34 369	35 056	35 056	35 757	36 472
2	35 644	35 644	36 357	36 357	37 084	37 826
3	36 920	36 920	37 658	37 658	38 411	39 179
4	38 399	38 401	39 169	39 171	39 954	40 753
5	40 010	40 029	40 830	40 850	41 667	42 500
6	41 693	41 732	42 567	42 606	43 458	44 327
7	43 443	43 502	44 372	44 432	45 321	46 227
8	45 270	45 351	46 258	46 341	47 268	48 213
9	47 168	47 272	48 217	48 324	49 290	50 276
10	49 150	49 280	50 266	50 399	51 407	52 435
11	51 214	51 371	52 398	52 559	53 610	54 682
12	53 365	53 552	54 623	54 815	55 911	57 029
13	55 606	55 825	56 942	57 166	58 309	59 475
14	57 937	58 190	59 354	59 613	60 805	62 021
15	60 374	60 664	61 877	62 174	63 417	64 685
16	62 909	63 238	64 503	64 840	66 137	67 460
17	65 552	65 924	67 242	67 621	68 973	70 352

L'enseignante ou l'enseignant se voit attribuer l'échelon correspondant à son expérience, augmenté de :

2 échelons dans le cas de celle ou celui dont la scolarité est évaluée à 17 ans

4 échelons dans le cas de celle ou celui dont la scolarité est évaluée à 18 ans

6 échelons dans le cas de celle ou celui dont la scolarité est évaluée à 19 ans

¹ Telle qu'elle est définie à la clause 1-1.17.

² Référence : 6-2.01.

³ Tel qu'il est défini à la clause 1-1.18

6-5.04 ÉCHELLE 20 ANS DE TRAITEMENT ANNUEL APPLICABLE**Échelle¹ 20 ans²**

Échelon ³	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2006-2007	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2007-2008	Taux à compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2008-2009
1	47 440	48 389	49 357	50 344
2	48 697	49 671	50 664	51 677
3	49 971	50 970	51 989	53 029
4	51 314	52 340	53 387	54 455
5	52 741	53 796	54 872	55 969
6	54 159	55 242	56 347	57 474
7	55 653	56 766	57 901	59 059
8	57 176	58 320	59 486	60 676
9	58 792	59 968	61 167	62 390
10	60 432	61 641	62 874	64 131
11	62 153	63 396	64 664	65 957
12	63 888	65 166	66 469	67 798
13	65 736	67 051	68 392	69 760
14	67 625	68 978	70 358	71 765
15	69 580	70 972	72 391	73 839

6-5.05 Majoration des taux et échelles de traitement à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006

Les taux et échelles de traitement applicables, tels qu'ils apparaissent aux clauses 6-5.03 et 6-5.04, tiennent compte d'une majoration de 2 % le 141^e jour de travail de chacune des années scolaires 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 et de l'application de l'annexe XXXIV. »

¹ Telle qu'elle est définie à la clause 1-1.17.

² Référence : 6-2.01.

³ Tel qu'il est défini à la clause 1-1.18.

3) La clause 6-7.02 est remplacée par la suivante :

« 6-7.02

- A) Pour chaque période des années scolaires 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, l'enseignante ou l'enseignant à la leçon est rémunéré sur la base des taux horaires correspondant à sa scolarité reconnue.
- B) L'enseignante ou l'enseignant à la leçon est rémunéré sur la base des taux horaires fixés ci-après :

Taux Périodes concernées	16 ans et moins	17 ans	18 ans	19 ans ¹
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006	44,14 \$	48,99 \$	52,96 \$	57,68 \$
À compter du 21 novembre 2006	44,22 \$	49,12 \$	53,15 \$	57,93 \$
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2006-2007	45,10 \$	50,10 \$	54,21 \$	58,09 \$
À compter du 21 novembre 2007	45,18 \$	50,23 \$	54,40 \$	59,35 \$
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2007-2008	46,08 \$	51,23 \$	55,49 \$	60,54 \$
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2008-2009	47,00 \$	52,25 \$	56,60 \$	61,75 \$

- C) Ces taux sont pour 45 à 60 minutes d'enseignement et l'enseignante ou l'enseignant à la leçon, dont les périodes sont de moindre durée que 45 minutes ou de durée supérieure à 60 minutes, est rémunéré comme suit : pour toute période inférieure à 45 minutes ou supérieure à 60 minutes, le taux est égal au nombre de minutes divisé par 45 et multiplié par le taux horaire prévu ci-dessus selon sa scolarité reconnue.

Même si ces taux ne sont payés que lorsque du travail est effectué, ils comprennent le paiement du travail effectué et des mêmes jours fériés et chômés que ceux des enseignantes ou enseignants réguliers.

- D) L'enseignante ou l'enseignant à la leçon n'a droit à aucun avantage sauf ceux expressément prévus à la convention.
- E) L'enseignante ou l'enseignant appelé à dispenser des cours d'été (en dehors de l'année de travail) dans le cadre des cours spéciaux de récupération ou de rattrapage offerts aux élèves du primaire et du secondaire est rémunéré sur la base des taux prévus pour l'enseignante ou l'enseignant à la leçon. »

¹ Lire « 19 ans ou plus » à compter du 141^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006.

4) L'article 10-3.00 est abrogé et remplacé par le suivant :**« 10-3.00 ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION****10-3.01**

En conformité avec la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (L.Q., 2005, chapitre 43), la convention collective 2000-2003 et ses modifications sont renouvelées et entrent en vigueur le 16 décembre 2005 à l'exception des dispositions relatives aux droits parentaux lesquelles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Elles n'ont aucun effet rétroactif, sauf indication à l'effet contraire.

10-3.02

La convention se termine le 31 mars 2010.

Cependant, les conditions de travail prévues à la convention continuent de s'appliquer jusqu'à la signature d'une nouvelle convention collective.

10-3.03

Les dispositions des amendements convenus en vertu de la clause 10-7.01, identifiés par les sigles A1, A2 et A3, entrent en vigueur aux dates qui y sont spécifiées lors de leur signature par les parties.

L'amendement A1 a été signé le 19 juin 2006, et les amendements A2 et A3 ont été signés le 13 mars 2007. Ces amendements n'ont aucun effet rétroactif sauf indication à l'effet contraire. »

5) La clause 11-2.01 est remplacée par la suivante :**« Enseignantes ou enseignants à taux horaire****11-2.01**

Seuls s'appliquent aux enseignantes ou enseignants à taux horaire employés directement par la Commission pour enseigner aux adultes dans le cadre des cours de l'éducation des adultes les articles, clauses et annexes où ils sont expressément désignés, de même que les articles et annexes suivants :

- les articles 3-1.00 à 3-3.00;
- l'article 3-7.00;
- l'article 5-12.00;
- les articles 10-1.00, 10-2.00, 10-4.00, 10-5.00 et 10-12.00;
- l'article 10-3.00;
- les articles 11-1.00 et 11-2.00;
- l'annexe I et l'annexe XXXIV.

6) La clause 11-2.02 est remplacée par la suivante :**« 11-2.02**

- A) L'enseignante ou l'enseignant à taux horaire est rémunéré sur la base des taux horaires fixés ci-après :

PÉRIODES CONCERNÉES	TAUX HORAIRE
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2005-2006	44,14 \$
À compter du 21 novembre 2006	44,22 \$
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2006-2007	45,10 \$
À compter du 21 novembre 2007	45,18 \$
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2007-2008	46,08 \$
À compter du 141 ^e jour de travail de l'année scolaire 2008-2009	47,00 \$

- B) Ces taux sont pour 50 à 60 minutes d'enseignement et l'enseignante ou l'enseignant à taux horaire, dont les périodes sont de moindre durée que 50 minutes ou de durée supérieure à 60 minutes, est rémunéré comme suit : toute période inférieure à 50 minutes ou supérieure à 60 minutes est égale au nombre de minutes divisé par 50 et multiplié par le taux horaire prévu ci-dessus.
- C) Même si ces taux ne sont payés que lorsque du travail est effectué, ils comprennent le paiement du travail effectué et des mêmes jours fériés et chômés que ceux des enseignantes ou enseignants réguliers. »

7) Le paragraphe a) de la clause 12-1.01 est remplacé par le suivant :**« 12-1.01**

Aux fins du présent chapitre, on entend par :

a) personne à charge :

La conjointe ou le conjoint et l'enfant à charge définis à la clause 5-10.02 et toute autre personne à charge au sens de la Loi sur les impôts, à condition que celle-ci ou celui-ci réside avec l'enseignante ou l'enseignant. Cependant, aux fins du présent chapitre, les revenus tirés d'un emploi par la conjointe ou le conjoint de l'enseignante ou l'enseignant n'ont pas pour effet de lui enlever son statut de personne à charge.

Le fait pour une ou un enfant de fréquenter une école secondaire reconnue d'intérêt public dans un autre endroit que le lieu de résidence de l'enseignante ou l'enseignant, ne lui enlève pas son statut de personne à charge lorsque aucune école secondaire publique n'est accessible dans la localité où réside l'enseignante ou l'enseignant.

De même, le fait pour une ou un enfant de fréquenter une école de niveau préscolaire ou primaire, reconnue d'intérêt public, dans un autre endroit que le lieu de résidence de l'enseignante ou l'enseignant ne lui enlève pas son statut de personne à charge lorsque aucune école reconnue d'intérêt public, préscolaire ou primaire selon le cas, n'est accessible dans la langue d'enseignement de l'enfant (français ou anglais) dans la localité où réside l'enseignante ou l'enseignant.

Est également réputé détenir le statut de personne à charge l'enfant de 25 ans ou moins qui répond aux 3 conditions suivantes¹ :

- 1) l'enfant fréquente à temps plein une école postsecondaire reconnue d'intérêt public dans un autre endroit que le lieu de résidence de l'enseignante ou l'enseignant travaillant dans une localité située dans les secteurs I, II et III;
- 2) l'enfant détenait, durant les 12 mois précédents le début de son programme d'études postsecondaires, le statut de personne à charge;
- 3) l'enseignante ou l'enseignant a fourni les pièces justificatives attestant que l'enfant poursuit à temps plein un programme d'études postsecondaires soit une preuve d'inscription au début de la session et une preuve de fréquentation à la fin de la session;

cette reconnaissance permet à l'enseignante ou l'enseignant de conserver son niveau de primes avec personne à charge prévue à la clause 12-2.01 et à cet enfant de bénéficier des dispositions de l'article 12-4.00 étant précisé que, les frais de transport, alloués à l'enfant à charge et issus d'autres programmes, sont déduits des avantages relatifs aux sorties pour cet enfant à charge¹.

De plus, l'enfant de 25 ans ou moins qui n'est plus considéré comme personne à charge pour l'application de la présente clause et qui fréquente à temps plein une école postsecondaire reconnue d'intérêt public détiendra à nouveau le statut de personne à charge s'il se conforme aux conditions 1) et 3) précédemment mentionnées¹. »

¹ Les dispositions prévues à ces alinéas s'appliquent à compter de l'année scolaire 2006-2007.

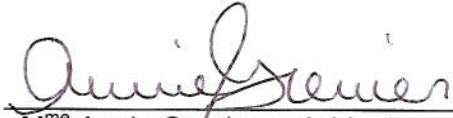
IV- Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature.

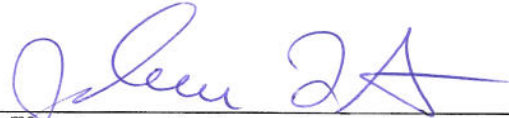
EN FOI DE QUOI, les parties à la présente ont signé à Québec, ce 13^e jour du mois de mars de l'an 2007.

**POUR LE COMITÉ PATRONAL DE
NÉGOCIATION POUR LA COMMISSION
SCOLAIRE KATIVIK (CPNCSK)**

**POUR LA CENTRALE DES SYNDICATS DU
QUÉBEC (CSQ) POUR LE COMPTE DE
L'ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT DU
NOUVEAU-QUÉBEC (AENQ)**



M^{me} Annie Grenier, présidente
CPNCSK



M^{me} Johanne Fortier, présidente
FSE



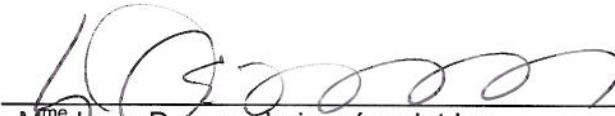
M. Alain Lavoie, vice-président
CPNCSK



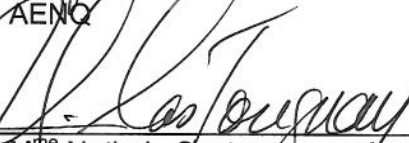
Mme Manon Bernard, vice-présidente
FSE



M. Patrick D'Astous, président et porte-parole
AENQ



M^{me} Lana Desmarchais, négociatrice
CSK



M^{me} Nathaly Castonguay, négociatrice
FSE



M. Claude St-Charles, négociateur
MELS